

Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil



Montreuil, le 15/04/2017

Réponse aux syndicats CGT (MICT et OE) de l'Hôpital du Havre

Cher-e-s camarades,

Comme vous le dites très clairement dans votre courrier, la crise que traverse le Groupe Hospitalier du Havre est la conséquence de décisions et de choix politiques tout a fait conscients des gouvernements qui se sont succédé et dont les ARS sont les exécutantes. L'annonce de l'annulation de crédits du Fonds d'Investissement Régional pour votre établissement apparaît d'autant plus scandaleuse qu'elle s'inscrit dans la suppression de 370 millions d'€ attribués aux hôpitaux en 2016afin de financer le "dérapage" de 500 millions d'€ de la médecine de ville.

Le manque de financement (et non le déficit!) qui est à l'origine des difficultés du GHH n'est pas un cas isolé, les rencontres que j'ai pu avoir tout au long de la grande manifestation des personnels hospitaliers du 7 mars dernier m'en ont encore apporté de nouveaux témoignages.

La cause des restrictions de moyens qui touchent l'hôpital sont les politiques d'austérité des gouvernements de droite comme "de gauche" qui se sont succédé depuis des années. Le "pacte de responsabilité" de F. Hollande avec ses 33 milliards d'exonération de cotisations sociales et réduction d'impôts en 3 ans en est la dernière illustration. Les conséquences, ce sont des lois de financement de la Sécurité sociale qui ne permettent même pas la reconduction des moyens des établissements hospitaliers.

Pour en sortir, à l'occasion de cette élection présidentielle, je défends une perspective qui se situe à l'inverse :

- l'abandon de toutes les exonérations et abattements d'assiettes de cotisations sociales accordées aux employeurs (50,6 milliards par an) sans que cela crée le moindre emploi; une autre répartition de la richesse entre salaires (et cotisations sociales et profits).
- cela permettrait notamment de financer un plan de remise à niveau des effectifs hospitaliers de 120 000 emplois réclamé depuis plusieurs années par plusieurs organisations syndicales
- la fin des restructuration des établissements, et des fermetures d'hôpitaux de proximité imposé par les lois Bachelot et Touraine, qui doivent être abrogées.
- Le passage du temps de travail à 32 h sans perte de salaire et avec embauches correspondantes
- La fin du "management d'entreprise" ("nouvelle gouvernance") et de la tarification à l'activité (T2A), qui détruisent la notion de service public et généralisent la souffrance au travail
- Le financement à taux 0 des investissements hospitaliers par la Caisse des Dépôts. Ceux-ci n'auraient donc plus à s'endetter auprès des banques.

Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil



Montreuil, le 15/04/2017

Pour moi ces mesures ne sauraient venir de l'élection d'un homme (ou d'une femme) providentiel, elles ne peuvent résulter que de la prise en main de nos propres affaires par nous qui travaillons et produisons les richesses.

Votre mobilisation le 7 mars, en pleine période électorale, montrait ainsi la bonne voie.

Recevez chers camarades, mes sincères salutations.

Philippe Poutou

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping letters that appear to be 'PP' or 'Poutou'.